

Les humanitaires à l'école haïtienne

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7,3 frappait Haïti faisant plus de 220 000 morts, 2,3 millions de sans-abri et détruisant une grande partie de la capitale, Port-au-Prince. Quinze jours plus tard, des ONG européennes, canadiennes, états-uniennes et néo-zélandaises reçurent un document de quelques pages intitulé «Haïti : quelles perspectives après la catastrophe?».

Adressée «à tous nos partenaires», cette lettre était signée par une quinzaine d'associations haïtiennes. Que disait ce courrier? Il faisait d'abord un bilan –partiel–, signalait l'effort de coordination locale et informait du travail d'urgence déjà réalisé et encore en cours : mise en place de centres de services de quartiers, consultations médicales et accompagnement psychologique, travail de concertation. Il saluait également «l'extraordinaire élan de générosité qui a animé l'opinion publique mondiale» et témoignait plus encore de son émotion devant «l'extraordinaire élan de solidarité manifesté par la population de la région métropolitaine qui pendant les trois premiers jours suivants le sinistre a su répondre par l'auto-organisation en construisant 450 camps de réfugiés qui ont contribué à sauver des milliers de personnes prisonnières des décombres et a rendu possible la survie de 1,5 million de personnes». Mais la lettre soulignait également la «nécessité de réfléchir sur ce qui vient de se passer et de tirer de cette tragique expérience les leçons et les orientations qui nous permettront de poursuivre notre inlassable travail de construction d'un autre pays capable de vaincre le cycle de l'effondrement et la dépendance». Ainsi, elle offrait à la fois une analyse à chaud de la catastrophe et de l'aide internationale, et dégagait des pistes pour l'avenir. Il était affirmé : «L'ampleur du désastre est sans aucun doute liée à la nature de l'État dans notre pays, un héritage historique colonial et néocolonial et la mise en place des politiques néolibérales au cours des trois dernières décennies». Les signataires entendaient par ailleurs «développer un travail de plaidoyer afin de dénoncer les pratiques traditionnelles dans le champ des interventions humanitaires

qui ne respectent pas la dignité des victimes et qui s'inscrivent dans le cadre d'un processus de renforcement de notre dépendance». De plus, ils proclamaient leur «colère» et «indignation» face à «une nouvelle invasion de 20 000 marines américains». Enfin, ils voulaient s'atteler à «inventer un nouveau regard sur notre pays qui permette de construire une authentique solidarité délivrée des réflexes paternalistes de pitié et

Un autre regard

Nous avons tant été abreuvés d'images de destruction et d'impuissance d'abord, de secouristes, militaires et humanitaires internationaux ensuite, qu'on en avait presque oublié qu'il y avait là un peuple, actif et réactif, qui n'était pas condamné ou réduit à être «le réceptacle d'une humanité souffrante, en attente d'être sauvée par l'humanitarisme occidental»².



Volontaires à Haïti après le tremblement de terre de 2010.

d'infériorisation». Et de déclarer : «L'aide humanitaire massive est aujourd'hui indispensable compte tenu de l'ampleur de la catastrophe, mais elle doit être structurante en s'articulant avec une vision différente du processus de reconstruction. Elle doit s'inscrire en rupture avec les paradigmes dominant les circuits traditionnels de l'aide internationale»¹. Si je reprends de larges extraits de ce courrier, c'est qu'il offre un autre regard sur la catastrophe, donne des éléments pour faire le bilan de la reconstruction trois ans plus tard, et met en avant une puissance d'action et de réflexion.

Le paradoxe de la surmédiation du séisme a été de tout à la fois montrer et cacher. Ou, plus exactement, de cacher en fonction de ce qu'elle montrait. On voyait bien le ravage, les victimes, le chaos, d'un côté ; l'effort, le dévouement et l'efficacité des humanitaires, de l'autre. Mais pas ce que nous dit la lettre : les Haïtiens eux-mêmes en train de se débrouiller, s'organiser, se coordonner. Or, au début, ils furent seuls, à ne pouvoir compter que sur eux, face à la disparition de l'État et à l'inaction des milliers de *Casques bleus* (Minustah) présents sur place. Pendant les premiers jours, et comme partout après chaque catastrophe, c'est la solidarité des «voisins», qui a été la plus efficace et a sauvé le plus de vies. Pas d'image, donc pas de réalité : les humanitaires étaient les «premiers» sur le «terrain», les mieux ou les seuls organisés.

Bilan de la reconstruction

Dresser un bilan suppose d'avoir un point de départ comme référence et un objectif. Pour Haïti, c'était le «reconstruire en mieux», avec une aide internationale de 10 milliards de dollars. Trois ans plus tard, force est de constater que pratiquement tout

ce qui a été construit est provisoire et précaire, que les Haïtiens ne vivent pas mieux et que le pays reste aussi dépendant et vulnérable. La «rupture» avec la logique dominante de l'aide internationale, qu'appelaient les organisations haïtiennes, ne s'est pas réalisée. Les mêmes réflexes, élans, «invariants»³ ont eu cours. L'argent annoncé confondait promesses, prêts, annulations de dettes, argent déjà budgétisé et dons, et a très majoritairement été dépensé par des entreprises, ONG et organisations internationales du Nord. La corruption de l'État, le manque de capacité des entreprises locales et la faiblesse des organisations haïtiennes ont surtout servi de prétextes commodes et opportunistes pour les contourner ou les snober. La lettre demandait une aide humanitaire «structurante» et «adaptée», «respectueuse de notre culture et de notre environnement et qui ne détruit pas les constructions d'économie solidaire mises en place». La reconstruction fut au contraire la conjugaison d'une aide internationale et de recettes néolibérales, mêlant, en guise de résultats, des hôtels de luxe et les abris provisoires, le nombre de personnes soignées ou sorties des camps et la zone franche du parc Caracol...

Repolitisation de l'action

La lettre aux partenaires avait aussi ceci de remarquable qu'elle liait une analyse du séisme – fruit d'un passé colonial et d'un présent néocolonial – avec des actions concrètes, un premier bilan avec des perspectives à court, moyen et long termes. Contrairement à ce que laissait penser le complexe médiatico-humanitaire, il n'était donc pas nécessaire de séparer l'action (urgente) et la réflexion (seconde). Les idées, expériences, projets existaient bel et bien sur place. Seulement, ils ne recoupaient pas ceux importés ou mis en avant.

De quoi parlent en effet les organisations haïtiennes quand elles évoquent les objectifs de la «reconstruction»? D'«une réforme agraire et d'une réforme foncière urbaine intégrée, de la lutte contre l'analphabétisme et pour la reforestation, de l'édification de nouveaux systèmes universels, décentralisés et modernes d'éducation et de santé publique». Le décalage, sinon la contradiction entre les «succès» des uns et les attentes des autres n'en est que plus flagrant. La logique humanitaire s'auto-justifie par le nombre de personnes assistées, la quantité de médicaments, d'aliments, d'argent distribués, la diminution des cas de choléra ou des

personnes dans les camps... alors que les acteurs haïtiens parlent en termes de services sociaux, de politiques publiques et de souveraineté populaire. Il s'agit moins là d'un rendez-vous manqué que d'une superposition, d'une déformation de problèmes politiques «ordinaires» appelant une action publique, en problèmes humanitaires «extraordinaires» sollicitant l'intervention urgente d'experts. Les signataires de la lettre disaient vouloir «travailler pour maintenir ce vigoureux élan de solidarité au-delà des effets de mode et de surenchère médiatique». Le chemin est encore long. Mais nous devrions tous nous mettre à l'école haïtienne.

Frédéric Thomas

Docteur en science politique, chargé d'étude au Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve).

1. Le texte est accessible en ligne, notamment sur les sites du CADTM, du CNCD et d'Entraide et Fraternité. http://miteinander.be/neu/images/stories/Kampagnen/Haiti/lettre_aux_partenaires.pdf.

2. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XXe siècle*. Paris : La Découverte, 2012, p. 281.

3. Voir Bernard Duterme, *Les cinq «invariants» de la logique humanitaire*, http://www.cetri.be/IMG/pdf/humanitaire_DLM05_duterme_haiti_p14_15.pdf.

Au Pérou, répression des opposants pacifistes à l'extraction minière

Dans le nord du Pérou, un conflit fait rage entre des communautés paysannes désireuses de préserver leur écosystème et l'une des plus grandes compagnies minières au monde, l'américaine Newmont. Cette dernière veut lancer un projet massif d'extraction aurifère, avec un investissement estimé à près de 5 milliards de dollars.

Selon de nombreux scientifiques, si le projet dit «Conga» voit le jour, ce seront des centaines de lagunes, rivières, sources et autres eaux souterraines qui disparaîtront ou seront polluées, mettant ainsi en péril l'existence de centaines d'habitants des provinces de Celendin, Hualgayoc et Bambamarca, dans la région de Cajamarca. Une contestation qui entraîne une féroce répression de la part de l'État dans la zone, mais aussi

à l'échelle du pays tout entier qui voit le nombre de conflits sociaux liés à l'extraction minière exploser.

Une législation répressive

Sans subir d'essoufflement notable depuis 2011, un vaste mouvement populaire s'ingénie à occuper les zones de litige, afin d'empêcher les opérations de construction des installations de démarrage. Mirtha Vasquez, directrice de l'ONG péruvienne *Grufides*, fait partie des leaders charismatiques de cette révolte pacifique. Malgré les 5 morts et les centaines de blessés dénombrés parmi la population lors de divers affrontements avec les forces de l'ordre ces derniers mois, elle n'a cessé de continuer la lutte, œuvrant au quotidien afin de demander plus d'ouverture au dialogue de la part de l'État. De passage à Bruxelles en février 2013, elle a pu rencontrer des responsables de la Commission et du Parlement européens afin d'alerter sur la situation des droits de l'Homme

CONTACT-ESTU

qui s'aggrave à mesure que le conflit s'enlise : «Le Gouvernement agit de manière inquiétante. Il a installé un état d'urgence permanent, violant ainsi les droits les plus fondamentaux des manifestants. Plus de 300 personnes sont actuellement inculpées pour des faits allant de la simple rébellion à la participation à des actes terroristes», s'inquiète-t-elle, soulignant le caractère pacifique irréprochable de la contestation. «En janvier, le ministre de l'intérieur a même annoncé que des fronts policiers d'exception seront bientôt installés dans les villages afin de dissuader la population de toute action», ajoute-t-elle.

Dénonciation internationale Mais les mesures tendant à réprimer le mouvement ne s'arrêtent pas là, les autorités faisant preuve de grande créativité lorsqu'il s'agit de protéger les méga-investissements, et permettant au modèle économique entièrement tourné vers l'extraction de perdurer. «Ces initiatives se multiplient sans que la communauté internationale ne réagisse ! Nous sommes en

train d'essayer d'abroger un décret-loi qui permet aux forces armées d'utiliser des armes létales pendant les manifestations en conférant aux soldats une impunité totale en cas de bavure. Depuis quelques mois, ces mêmes forces ont l'autorisation de déplacer elles-mêmes les cadavres des victimes, ouvrant ainsi la voie à toute falsification de preuves», regrette-t-elle. Des résolutions administratives – invoquant l'exceptionnalité des faits et la gravité de ces actes «terroristes» – imposent également désormais aux manifestants inculpés de se présenter devant une juridiction beaucoup plus éloignée que Cajamarca. Ainsi, ils doivent voyager plus d'une journée pour se rendre à Chiclayo, sur la côte. Bien souvent

d'une délégation de la société civile péruvienne, le représentant du Gouvernement présent sur place a tenu à minimiser leurs affirmations, déclarant que le Pérou «est un pays démocratique qui respecte les droits de l'Homme et que les dérives constatées sur le terrain sont des faits isolés»...

Intimidations à répétition

À son retour à Cajamarca, Mirtha Vasquez a, comme de nombreuses fois ces dernières années, été victime d'intimidation de la part de la Police Nationale. Après avoir subi deux violations de son domicile à la fin de l'année 2012, elle a été arrêtée le 27 mars 2013 sous prétexte que sa voiture a été identifiée lors d'un vol

par la justice...

Pour Carlos Monge, chercheur au sein de l'ONG internationale *Revenue Watch Institute*, le cœur du problème lié au conflit Conga ainsi qu'aux 233 autres conflits sociaux – dont plus de 2/3 sont directement liés à l'extraction minière – actifs dans le pays, est à chercher dans le manque de consultation des populations, comme le prévoit normalement la Convention 169 de l'OIT. «Nous pourrions éviter toute cette violence si on demandait leur avis aux populations ! Mais n'y a pas de culture de la consultation au sein de l'administration. Rendez-vous compte, nous parlons d'une histoire de 500 ans, imprégnée de colonialisme ! Les populations natives des Andes et de l'Amazonie sont considérées comme des moins que rien, il n'y a dès lors pas de volonté notable de leur demander leur avis». Le Gouvernement est sensible à la pression internationale. Or, l'Union européenne, qui vient de ratifier un traité de libre-échange avec le Pérou pourrait tout à fait lui signifier qu'il est temps qu'il mette en place des outils modernes de gestion des activités extractives. Une bonne occasion également de rappeler au Gouvernement d'Humala ses engagements internationaux en matière de Droits de l'Homme, en lui demandant d'abroger cet arsenal législatif qui criminalise la contestation sociale pacifique.

Santiago Fischer

Commission Justice et Paix
Belgique francophone



Les populations andines sont lassées de subir les impacts négatifs de l'extraction minière. Elles ont décidé de protester pacifiquement. ©Justice et Paix

incapables de payer le voyage, les paysans ne peuvent non plus se permettre de s'éloigner trop longtemps de leur activité agricole.

Mirtha Vasquez s'inquiète également des conventions de collaboration signées entre la Police Nationale et des entreprises, qui permettent au secteur privé de louer des effectifs afin d'assurer sa sécurité, lorsque ces derniers sont au repos. Or, ces services de sécurité privés se sont rendus coupables de nombreuses fois de violences envers les populations. Et la liste des mesures de ce type est encore longue...

Toutes ces dérives ont été dénoncées officiellement le 11 mars 2013 par Mirtha Vasquez auprès de la *Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme*, réunie à Washington. Accompagnée

à main armée ayant eu lieu en 2006 à Lima... soit à plus de 800 kilomètres de son domicile. Cette interpellation coïncide avec la récente plainte qu'elle a déposée contre la police pour des faits de tortures enregistrés contre des manifestants. Cette manœuvre, sous le couvert d'une accusation absurde directement niée par Mirtha Vasquez, participe à une stratégie générale pour délégitimer le mouvement social opposé à l'extraction minière. Ainsi, le temps passé à répondre à ces fausses accusations éloigne les défenseurs des droits de l'Homme de leur combat quotidien. Marco Arana, membre fondateur de *Grufides*, compte ainsi près de 20 dossiers ouverts à son actif. Faute de preuves tangibles, ceux-ci sont clos les uns après les autres

Comité de rédaction de CASA

Sofía Injoque Palla, Gustavo Nielsen, Laura Hershkowitz, Paula Marlet, Zoé Maus, Sébastien Hologne, Sophie Dufays.

Des remarques ou des questions?

Écrivez-nous à mensuel.casa@america-latina.be

ESPACIO DE GÉNERO

ESPACIO DE GÉNERO

STOP A LA VIOLENCE!

- Un service gratuit d'aide aux victimes de violences entre partenaires en espagnol, de lundi à vendredi.
- Service d'accoute en espagnol et français.
- Accueil et accompagnement des victimes dans leurs démarches "porter plainte, constat de coups et blessure, etc".
- Information adéquate quant aux lois et aux droits.

Elena Pérez González: **numéro d'appel gratuit 0800 55 55 2**

Maison de l'Amérique Latine
genero@america-latina.be

Lettres des Amériques

par Jean-Michel Klopp



**Etudes
Viols et
mémoire
en Amérique
latine**
*Chronique
féministe* n° 110
(décembre 2012)

Ce numéro de *Chronique féministe* – revue semestrielle de l'Université des Femmes – est consacré à la mémoire collective des femmes au regard des exactions et violences sexuelles qui furent commises à leur rencontre par les forces armées et les groupes para-militaires durant les dictatures argentine (1976-1983), chilienne (1973-1990) et uruguayenne (1973-1984). La revue révèle le parcours de femmes qui sont arrivées à briser l'occultation et le déni qui pesaient sur les violences sexuelles subies en prison et à les faire reconnaître comme forme de torture. Les récits de ces femmes ont été rassemblés par l'Instituto de la Mujer et la fondation Humanas à Santiago dans un ouvrage intitulé *Memorias de Ocupación. Violencia Sexual contra Mujeres detenidas durante la dictadura* (2005), et par le groupe Memoria para Armar à Montevideo (depuis 2000).

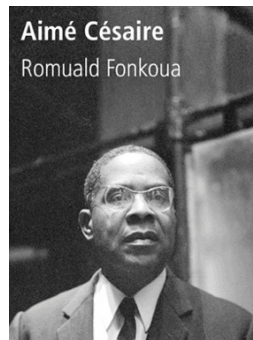


**L'échec
humanitaire.
Le cas haïtien**
Frédéric Thomas

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7 frappe Haïti, faisant plus de 220.000 victimes et laissant 1,5 million de personnes sans abri. Médias, ONG, organisations internationales et simples citoyens se mobilisent en masse. Les dons et promesses affluent, avec un objectif qui semble partagé par tous: "Reconstruire en mieux". Trois ans après, où en est-on ? L'ombre du désengagement pèse sur les recommandations volontaristes et les appels pieux à poursuivre les efforts... Au croisement d'une analyse des "invariants" humanitaires et d'une étude de la situation sociale d'Haïti, ce court essai entend mettre en évidence la dynamique de l'aide internationale, à l'heure de la mondialisation et dégager quelques pistes pour une autre lecture et pratique de la solidarité. Docteur en science politique, chargé d'étude au

Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve), Frédéric Thomas est membre de la revue «Dissidences» et a reçu le Prix quinquennal de l'essai de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour *Salut et liberté : regards croisés sur Saint-Just et Rimbaud* (www.couleurlivres.be).

Récit



Aimé Césaire
Romuald Fonkoua

Aimé Césaire
Romuald Fonkoua
Ed. Tempus

Romuald Fonkoua est professeur à l'Université Paris-Sorbonne et à Middlebury College, et rédacteur en chef de la revue *Présence Africaine*. Son livre **Aimé Césaire**, publié chez Tempus (la collection de poche des Éditions Perrin, www.editions-perrin.fr), vient d'obtenir le Prix Robert Delavignette de l'Académie des sciences d'outre-mer. Le Martiniquais Aimé Césaire a passé sa vie à combattre les clichés sur les Antilles et l'aliénation culturelle imposée par la France métropolitaine. C'est dans cet esprit qu'il fonde en 1941 la revue *Tropiques*, qui est devenue le lieu d'expression de la négritude et du sentiment national martiniquais, mais aussi de l'anti-colonialisme. La revue a été censurée par les autorités françaises sous le régime de Vichy. Grand poète, Césaire a aussi mené une carrière politique de premier plan. Élu député en 1945 sous la bannière du Parti communiste, il est devenu maire de Fort-de-France. En 1946, il a été le rapporteur de la loi qui a transformé en département les colonies de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion. Son destin politique est donc profondément lié à son île natale et à la défense des cultures des anciennes colonies, ainsi qu'au combat contre l'assimilationnisme. Dans ce livre remarquable, Romuald Fonkoua souligne la prose remarquable de Césaire au service des causes justes.

AGENDA 2013

COURS DE FRANÇAIS

Cours du soir, deux niveaux de 40h, 95 €.

INTENSIFS DE FRANÇAIS

Deux niveaux de 120h, 145 €
Intensif I - Lun., merc. et vendr. de 10h à 13h, du 22/04/2013 au 29/07/2013
Intensif II - Lundi, mercr. et vendr. de 14h00 à 17h00 du 22/04/2013 au 29/07/2013

ESPAGNOL

Deux niveaux de 30h, chacun à 210 €
du 07/03/2013 au 25/04/2013
Table de conversation - Mercr. 18h30 à 19h30, 6 séances 35€

TANGO

Trois niveaux de 12 séances, chacun à 85 €
Atelier de Création.

SALSA

Niveau I - 6 séances 70 €

CHORALE KOOR "ANACONDA"

Répétitions/Repetitios les mardis/elke
dinsdag de 20h à 22h - GRATUIT

THEATRE D'IMPROVISATION

Pour jeunes et adultes

Mercr. de 19h à 20h, 50 € le trimestre
ATELIER DE THÉÂTRE «Comedia (in) humana», Mardi de 20h - 22h

LE MERCREDI APRES -MIDI

L'espagnol à travers la peinture et la danse
de 14h à 16h - 90 € par trimestre
Capoeira de 13h30 à 15h, 70 € par trimestre

ATELIER DE PEINTURE EXPERIMENTALE POUR ADULTES

animé par Maria Canfield, artiste visuelle
Samedi de 11h à 13h - 80 € par trimestre

TALLER DE EXPRESIÓN CREATIVA Y POESIA

Lunes de 18h30 à 20h30 - 320 € l'année

ATELIER D'VEUIL MUSICAL

en français et en espagnol. Pour enfants de
5 à 12 ans.

Le samedi de 13h30 à 15h30. 90 € le trim.

SPECTACLE DE TANGO «CRISTAL »

Vendredi 7 et samedi 8/6 à 19h30

Lieu: Pianofabriek, salle Buenos Aires. Rue
du Fort 35 à 1060 Saint Gilles

Prix : 9€ (8€ en prévente)

CONCERT DE LA CHORALE ANACONDA

(musique latino-américaine) et du quatuor
de clarinettes HORIZON (tango et musique
brésilienne) - Dimanche 9/6 à 17h

Lieu : Salle Malibrans, rue de la Digue 10 à
1050 Ixelles - Entrée libre

PORTES OUVERTES 2013 DE LA MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE

Avec la thématique: NOUS SOMMES TOUS
DES MÉTIS. Vente de repas sud-américains,
atelier peinture et danse pour enfants,
lecture de contes pour enfants et jeux,
chorale Anaconda, court-métrage suivi d'une
réflexion sur le métissage, théâtre, danses...
Samedi 22/6 de 12h à 18h - Entrée libre

IXELLES EN COULEURS, 17^e ÉDITION

Place Blyckaerts et rue Malibrans

Samedi 15 juin de 14h à 20h

Concerts de Musique plurielle asbl, Demo
break, Hip-hop, ZUMBA, Dynamove, Mou-
vement sans frontières asbl, ONDA SETE,
SELVA. - Entrée libre

Contact

Maison d'Amérique Latine SEUL ASBL

Sébastien Hologne

www.america-latina.be

facebook [www.facebook.com/maison.
delameriquelatine](http://www.facebook.com/maison.delameriquelatine)

e-mail : info@america-latina.be

Tél: 02/535 93 80

27 Rue du Collège - 1050 Ixelles